CONVENTION N° 18

Ville de CHATEAUNEUF

Entre la SARL des cinémas de la ROSIERE, représenté par Madame DAVOINE Evelyne, gérante en exercice, domiciliée en cette qualité de gérante à Bourg St Maurice, désigné ci-après : l'exploitant

d'une part,

Et,

La Commune de **CHATEAUNEUF**, représentée par son Maire, Monsieur....., agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du/...../....., désigné ci-après la Commune,

d'autre part.

Il est préalablement exposé:

La présente convention est établie par référence au code de l'industrie cinématographique et au cadre juridique constitué par la loi N°92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacles cinématographiques et de son décret d'application N° 94-1218 du 29 décembre 1994.

Il est convenu ce qui suit :

Article I : autorisation de projections cinématographiques dans une salle commerciale

- La Commune autorise les spectacles cinématographiques conformément à la législation du Centre National de la Cinématographie dans la salle :

Dénommée : **La Terrasse des Arts**

Sise : **20 route du Village**

Pour les séances de cinéma sur support numérique.

A cet effet, sont annexés à la présente convention :

- 1 Le formulaire d'autorisation (2 exemplaires originaux) à compléter par la commune
- 2 la copie du procès verbal de la visite de la commission de sécurité
- 3 La copie de l'arrêté municipal d'ouverture de la salle.

Article II : l'organisation des séances par la commune

- la Commune prend en charge l'assurance et les frais d'entretien, de chauffage et d'électricité de la salle.
- La Commune est responsable de la sécurité de la salle où se déroulent les projections. A ce titre, elle s'assure du respect et de l'exécution des contraintes de sécurité définies par la Commission de sécurité dans la salle.
- La commune réserve un emplacement le plus près possible de la salle de projection pour le stationnement du véhicule du projectionniste afin de décharger le projecteur dans de bonnes conditions.
- La commune met à la disposition de l'exploitant, avant et après la projection, un agent en mesure d'aider le projectionniste à décharger le projecteur numérique qui est fragile, lourd et encombrant. Sans cette aide, la projection ne pourra pas être assurée.
- Cet agent doit être disponible une heure avant le début de la première séance et 30 minutes après la fin de la dernière séance, jusqu'au départ du projectionniste.
- Pour faciliter l'installation du projecteur, l'exploitant souhaite que la commune mette, à sa disposition une table de dimension 100 cm sur 70 cm servant de support au projecteur numérique. Une table élévatrice est recommandée.

Article III : la programmation

- l'exploitant transmet la programmation au correspondant choisi par la Commune, avant le 15 de chaque mois pour une durée de 4 semaines.

Article IV : la communication

- L'exploitant mettra à la disposition de la commune, le matériel de communication relatif aux films programmés et La Commune de **CHATEAUNEUF** en assurera la diffusion auprès du public.

Article IV: condition d'exécution des projections par l'exploitant

Les projections auront lieu dans la commune :

Une fois par semaine,

du 1er octobre au 31 août, Le jeudi à 20h30 et tous les 15 jours un films pour enfants à 17h30

Pendant les petites vacances scolaires (Toussaint, Noël, Hiver et Printemps) une deuxième séance est organisée en direction du jeune-public sous réserve de la disponibilité de la salle et de l'utilisation du projecteur numérique.

Le cinéma fera relâche 4 semaines au mois de septembre.

La billetterie de chaque projection est assurée par l'exploitant en collaboration avec le correspondant local nommé par le Maire. La recette reste à l'exploitant qui se charge de la rétribution les ayants droits dans le respect de la législation en vigueur.

Article V : modalités de résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception dans le respect d'un préavis de trois mois. La résiliation ne pourra donner lieu à aucun dommage, intérêt ou indemnité pour quelque cause que ce soit.

Dans l'hypothèse où la commune manquerait à ses obligations, la présente convention pourra être résiliée de plein droit 8 jours après mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, dans le cas notamment de non- respect de l'exécution des contraintes et observations émises par la Commission de sécurité.

Article VI : durée de la convention

La présente convention, établie en cinq exemplaires originaux, est conclue pour une période de **UN** an (s), renouvelable par tacite reconduction pour une durée maximale de trois ans.

Article VII : modifications

Cette convention ne pourra être modifiée que par avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées.

Articles VIII: litiges

Tous les litiges auxquels la présente convention pourrait donner lieu seraient soumis au tribunal Administratif de Nice.

Fait à Bourg Saint Maurice en cinq exemplaires, le
;

L'exploitant

La Commune de CHATEAUNEUF